

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques
ZAC de Bourran - 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 16/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDP RENEWABLES FRANCE SAS

25, quai Panhard et Levassor
75013 Paris

Code AIOT : 0006810468

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement EDP RENEWABLES FRANCE SAS implanté lieux-dits La Pélissière et Les Alasses communes d'Ayssènes et Le Truel 12430 Ayssènes. L'inspection a été annoncée le 16/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection vise à contrôler l'application de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er juin 2021 publié dans le cadre de l'action régionale RIET ('Réduction de l'Impact de l'Eolien Terrestre'). Cette opération, lancée en 2021 sur l'ensemble des parcs éoliens existants de l'Aveyron, a pour but de mettre en place des mesures de protection pour les chiroptères et l'avifaune.

Des contrôles portant sur la maintenance et la sécurité du parc sont aussi effectués.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDP RENEWABLES FRANCE SAS
- lieux-dits La Pélissière et Les Alasses, communes d'Ayssènes et Le Truel
- Code AIOT : 0006810468
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien d'Ayssènes est un parc composé de 8 éoliennes (E1 à E8) situées sur les communes d'Ayssènes et Le Truel. Le parc a été mis en service en janvier 2009 et est exploité par la société EDPR. Tous les aérogénérateurs sont de la marque ACCIONA, d'une puissance unitaire de 1.5 MW et d'une hauteur en bout de pale de 121 m.

Des mesures de protection pour les chiroptères doivent être mises en place sur ce parc conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection de la biodiversité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2	/
2	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2	/
3	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2	/
4	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2	/
5	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2	/
6	Biodiversité - Protection des chiroptères	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le plan de bridage préventif pour la protection des chiroptères est opérationnel sur les 8 éoliennes du parc et conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021.

Les autres prescriptions contrôlées ne révèlent aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Réduction des facteurs d'attractivité
<p>Prescription contrôlée : Article 2.1 - Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères</p> <p>Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. • Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.

<ul style="list-style-type: none"> • L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
Constats : L'inspection constate que les abords des éoliennes visitées (E1 et E8) sont bien entretenus et note l'absence d'éclairage. L'exploitant met en oeuvre l'ensemble de mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Plan de bridage
Prescription contrôlée : Article 2.2 - Mise en place d'un plan de bridage chiroptères Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent. Ce bridage doit être opérationnel entre le 15 mars et le 15 novembre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque : <ul style="list-style-type: none"> • la température est supérieure ou égale à 10° C ; • et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 6 m/s. La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle. Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.
Constats : Le plan de bridage est opérationnel depuis le 15/03/2022. Sa mise en service a été différée en raison de problèmes techniques. Par sondage des données SCADA, l'inspection constate le bon fonctionnement du système avec arrêt effectif des éoliennes lorsque toutes les conditions sont réunies (période d'activation, vitesse de vent, température). A noter que certaines défaillances mineures ont été relevées en début de la période d'activation qui ont été corrigées depuis par l'exploitant (cf. point de contrôle n°5).
Observations : L'inspection regrette l'absence de justificatifs de la part du constructeur NORDEX (ex. capture écran SCADA) permettant de s'assurer de la bonne implémentation des paramètres dans chaque machine. Ce type de justificatif devra être transmis à l'inspection d'ici le démarrage de la prochaine période d'activation (15/03/2024).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Défaillance du bridage
Prescription contrôlée : Article 2.3 - En cas de défaillance du bridage chiroptère La défaillance du bridage chiroptère est le non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des éoliennes du parc. L'exploitant informe l'inspecteur de la DREAL dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la défaillance pour apporter la solution technique. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre. Les défaillances du plan de bridage sont notifiées dans un registre de défaillance et de maintenance.
Constats : Par courriel du 07/07/2023, l'exploitant a informé l'inspection d'une défaillance du bridage chiroptères à compter du 20/06/2023 sur l'ensemble du parc. En raison d'un problème technique sur le réseau, les éoliennes ont été mises à l'arrêt, jour et nuit, dès le 30/06/2023 avant d'être remises en service le 05/07/2023, en période diurne uniquement. Par courriel du 13/07/2023, l'exploitant a informé l'inspection que le bridage chiroptères était de nouveau opérationnel sur toutes les éoliennes (données SCADA à l'appui). Cet incident a bien été renseigné dans le registre numérique de défaillance/maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Article 2.4 - Évaluation de l'efficacité du plan de bridage chiroptère Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.
Constats : Depuis la mise en service du parc en 2009, 4 suivis environnementaux ont été réalisés : <ul style="list-style-type: none">- 2015 : suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris par la société EXEN ;- 2019 : suivi mortalité et suivi comportemental du Milan noir par le bureau d'études ARTIFEX ;- 2021 : suivi mortalité et suivi comportemental du Milan noir par le bureau d'études ARTIFEX ;

- 2022 : par courriel du 07/09/2023, l'exploitant a transmis le suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris ainsi que le suivi de l'activité des chauves-souris réalisé par la société EXEN. A noter qu'un seul cas de mortalité de chiroptères (Pipistrelle commune) a été relevé lors de ce suivi. L'exploitant a décidé de ne pas appliquer le plan de bridage proposé par EXEN (moins contraignant) et de conserver le plan prescrit dans l'APC du 01/06/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Plan de bridage - Données SCADA
<p>Prescription contrôlée : Article 2.5 - Éléments à fournir en cas de contrôle par l'inspection des installations classées du plan de bridage chiroptère</p> <p>Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) .</p> <p>Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM).</p> <p>Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.</p>
<p>Constats : Par courriel du 14/09/2023, l'exploitant a transmis une extraction des données SCADA pour les 8 éoliennes du parc, sur la période d'activation allant du 15/03 au 15/11/2023. Les différents paramètres (température, vitesse de vent, vitesse du rotor) sont disponibles avec un pas de temps de 10 min pour chaque éolienne.</p> <p>L'inspection constate, par sondage, que le bridage chiroptères a correctement fonctionné jusqu'à fin juin avant de connaître certaines défaillances entre le 26/07 et le 18/08. Le système a de nouveau fonctionné correctement à partir du 19/08/2023 malgré l'absence de plusieurs pas de temps dans les données SCADA.</p> <p>Suite à ces défaillances, l'exploitant a mis en place un système de notifications et d'alerte plus efficace.</p> <p>Par courriel du 13/10/2023, l'exploitant a transmis les données SCADA pour le mois de septembre 2023. Malgré quelques données manquantes (pertes de communication), l'inspection constate, par sondage, que le bridage chiroptères fonctionne correctement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental - DEPOBIO
<p>Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de</p>

<p>“dépôt légal de données de biodiversité” créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats : Par courriel du 28/07/2023, l'inspection constate que l'exploitant a déposé les données brutes dans l'outil Depobio le 30/06/2023 (certificat de dépôt à l'appui).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Autre, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats : L'intérieur des pieds des éoliennes E1 et E8 est propre et aucun matériaux combustibles ou inflammables n'y est entreposé.</p>
<p>Observations : L'inspection constate la présence de quelques feuilles en papier sous la grille à l'entrée de E8. L'exploitant devra les faire enlever dès que possible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contrôle des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée : (...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats : Par courriel du 13/10/2023, l'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification électrique pour les 8 machines du parc et le poste de livraison. Le dernier contrôle des installations électriques des éoliennes a été réalisé par la société SOCOTEC du 30/08/2023 au 01/09/2023. Le poste de livraison a été vérifié par la même société le 22/06/2023. L'inspection constate que l'exploitant assure le suivi des observations et que les registres de maintenance et de sécurité sont régulièrement actualisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. (...)
Constats : Les déchets issus des 8 éoliennes sont stockés dans un container spécifique, fermé à clé et équipé de dispositifs de rétention. Il s'agit d'un container métallique, parfaitement étanche, conçu pour trier et stocker tout type de déchets dangereux (aérosols, DEEE, batteries, huiles usagées, etc.). L'inspection constate que les déchets sont ensuite transférés vers un site dûment autorisé à les prendre en charge (société Chimirec Massif Central basée à Mende).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'inspection constate la présence d'un extincteur au pied des éoliennes E1 et E8. Ces derniers sont contrôlés annuellement (dernière vérification réalisée en septembre 2023 par la société ADI).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet